

Lorsqu'un membre de la famille est une victime : une entrevue entre David Molzahn et Christina Guest, des Services aux victimes du SCC.

Il arrive que des crimes soient commis par des étrangers, mais c'est dans le foyer familial que l'on peut être le plus en danger. Le meurtre, le viol, la violence familiale, l'abus d'enfants, l'inceste et le vol sont autant de crimes dont un membre de la famille, ou quelqu'un qui a déjà été en relation avec le contrevenant, peut être la victime. Cette liste englobe probablement d'ailleurs tous les crimes.

Le Regroupement canadien d'aide aux familles des détenu(e)s sait par expérience auprès des familles que le contrevenant est beaucoup plus étroitement lié à la famille que quiconque ne souhaite le dire. Au sens plus large, même si la victime n'appartient pas à la famille, celle-ci est néanmoins affectée par le comportement criminel du contrevenant et les conséquences du geste.

Le RCAFD s'est intéressé de très près à la création des Services aux victimes, du Service correctionnel du Canada, et à ce que ces services sont en mesure d'offrir aux familles. Parmi ces familles-victimes, il y a notamment celles qui ont mis fin à une relation familiale avec le contrevenant en raison du crime ou celles qui ont choisi de conserver une relation familiale avec le contrevenant en dépit du crime commis. David Molzahn et Christina Guest, des Services aux victimes du SCC, ont accepté de nous entretenir de ce sujet.

RCAFD. On s'inquiète et on parle des crimes commis par des étrangers, mais peut-être ne parlons-nous pas aussi souvent des crimes perpétrés au sein d'une même famille ? À votre avis, pourquoi en est-il ainsi ?

DM. J'ai ma petite idée là-dessus. Selon moi, il est plus facile de penser à des gens et à leur offrir des services lorsqu'il y a une séparation entre la victime et le contrevenant. Lorsque ce n'est pas le cas, la situation devient beaucoup plus complexe sur les plans émotionnel, psychologique et spirituel.

Au sein du système correctionnel, il y a certains défis à relever du point de vue de la manière de procéder dans le cas où, en travaillant auprès d'un contrevenant dans un établissement, on découvre,



par exemple, que la victime est son épouse et qu'en plus, elle souhaite continuer la relation. Cela est difficile à comprendre pour certaines personnes, mais pas au sein de la communauté, où l'on voit cela se produire tout le temps. Or, dans le système, c'est un peu plus difficile de composer avec ce genre de situation.

Je crois que, pour nous des Services aux victimes, au Service correctionnel du Canada, il est de plus en plus nécessaire de bien faire la distinction entre les victimes et les victimes inscrites. Dans le cas de plusieurs crimes graves, le crime s'est produit dans le contexte familial et il nous a été impossible d'aborder cette réalité aussi clairement que nécessaire. Je pense qu'une partie du travail du RCAFD consiste à nous aider à poser les bonnes questions.

RCAFD. David, vous êtes allé dernièrement en Saskatchewan pour rencontrer des membres des communautés et des familles autochtones. Avez-vous discuté à cette occasion du fait pour les membres des familles d'être des victimes ?

DM. Pendant les rencontres, les conseillers et les pasteurs autochtones se sont vidés le cœur. Ils ont raconté les choses bouleversantes qui se passent dans l'exercice de leurs fonctions au sein de certaines des plus petites communautés, et ils ont abordé l'enjeu de tendre la main aux victimes et aux contrevenants. Leur perspective est tellement unique ! Personnellement, quand je travaille auprès des membres d'une famille qui sont victimes d'un crime, c'est la plupart du temps auprès de familles autochtones. Lorsque j'étais aumônier dans un hôpital, il m'est arrivé par exemple de devoir rester assis près d'une mère dont le fils était en salle de réanimation lorsqu'on est venu éteindre les appareils qui maintenaient ce dernier en vie. Le fils

avait été la victime d'un membre de sa famille. La mère devait composer avec la mort d'un fils et l'emprisonnement à perpétuité d'un autre fils. C'est le genre d'histoire que l'on a entendu assez fréquemment.

RCAFD. Pourriez-vous nous indiquer quand, comment et pourquoi les Services aux victimes ont été créés ?

CG. En 1992, on a amendé la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, afin qu'elle comporte une obligation de la part du gouvernement du Canada de fournir des renseignements aux victimes de contrevenants sous responsabilité fédérale. On a alors établi un processus qui allait permettre au Service correctionnel du Canada de renseigner les victimes inscrites, c'est-à-dire les victimes qui demandent à recevoir des renseignements au sujet du contrevenant qui leur a causé du tort.

RCAFD. Le RCAFD se préoccupe de la famille du contrevenant, qui est aussi la victime du crime commis. Si un membre d'une famille est victime d'un crime et qu'il téléphone aux Services aux victimes, à quoi peut-il s'attendre ?

CG. Au téléphone, on lui demandera de sélectionner la région dans laquelle il demeure en entrant un numéro avec les touches du téléphone. Il pourra alors s'attendre à ce que quelqu'un dans le bureau régional qu'il aura sélectionné lui réponde, bien qu'il puisse lui arriver de devoir laisser un message vocal.

Le membre de la famille demanderait d'être inscrit comme victime pour recevoir des renseignements au sujet de la personne qui lui a fait du tort. L'agent des Services aux victimes lui décrirait alors le processus d'inscription, ce qui doit se produire avant que l'on puisse communiquer des renseignements à qui que ce soit. La raison à cela, c'est qu'il nous est interdit de communiquer des renseignements privés au sujet d'une personne incarcérée, sauf si l'on répond à des exigences bien précises. Les victimes comptent parmi les personnes à qui il nous est possible de fournir certains renseignements, mais nous devons d'abord nous assurer que les gens qui nous téléphonent sont véritablement les victimes. Nous devons pouvoir vérifier que les gens qui nous téléphonent sont bel et bien ceux qu'ils disent être. On posera à la victime quelques questions simples au sujet du

crime, des choses que le grand public ignorerait par rapport au crime en question.

RCAFD. Le membre de la famille devra-t-il se nommer dès le début ?

CG. Non, pas s'il ne téléphone que dans le but d'obtenir des renseignements au sujet des Services aux victimes. Nous pouvons communiquer d'emblée des renseignements concernant les services qui sont mis à la disposition des gens qui s'inscrivent ou des renseignements que les victimes inscrites ont le droit de connaître. Nous pouvons leur expliquer pourquoi les victimes doivent s'inscrire, pourquoi nous sommes tenus de suivre certaines politiques et procédures visant à protéger les victimes et les renseignements sur la vie privée du contrevenant en question, car les deux ont des droits.

RCAFD. Ainsi, si un membre de la famille souhaite s'inscrire, il lui faudra donner son nom, son numéro de téléphone et d'autres coordonnées ?

CG. Exactement. La demande doit être faite, effectivement, par écrit. Nous indiquerions où la personne peut se procurer le formulaire et comment le remplir. L'agent des Services aux victimes pourrait également le remplir pour elle au téléphone et lui envoyer pour le lui faire signer avant de nous le renvoyer.

RCAFD. Si le membre de la famille s'inscrit comme victime et téléphone aux Services aux victimes, pourra-t-il parler à la même personne ou devra-t-il raconter son histoire chaque fois ?

CG. Nous chercherons à lui simplifier la tâche en le faisant parler avec le moins de personnes possible. Si l'agent des Services aux victimes n'est pas disponible, un autre agent du bureau sera en mesure de répondre à ses questions ou de lui fournir les renseignements pertinents sans qu'il soit dans l'obligation de répéter son histoire.

RCAFD. Si un membre de la famille est inscrit, quel genre de renseignements pouvez-vous lui fournir ?

CG. Il existe deux catégories de renseignements. La première renferme les renseignements que le SCC doit fournir aux victimes inscrites sont : le nom du contrevenant, l'infraction pour laquelle la personne a été condamnée, le tribunal qui a prononcé la sentence, la date à laquelle la peine

d'emprisonnement a débuté et les dates auxquelles la personne deviendra admissible aux permissions de sortir et à la libération conditionnelle, et les crimes pour lesquels il a été condamné. Il se peut que la victime n'ait pas suivi les procédures judiciaires jusqu'au bout et que le contrevenant n'ait pas été condamné pour l'infraction dont il a été accusé au départ.

La seconde catégorie renferme les renseignements discrétionnaires qu'il est possible de communiquer en équilibrant les droits du contrevenant et les droits de la victime. Il se peut que l'on révèle à la victime l'âge du contrevenant, l'endroit où se trouve l'établissement dans lequel il est incarcéré, la date à laquelle le contrevenant doit être libéré pour plusieurs raisons, la date des audiences, les conditions de libération du contrevenant et la destination du contrevenant au moment de sa libération. On lui dira également si le contrevenant est encore incarcéré et, dans le cas contraire, la raison pour laquelle il ne l'est pas.

Ce qui intéresse le plus souvent les victimes, c'est de savoir quand la personne ne sera pas en incarcération, quand la personne est susceptible de sortir pour participer à un programme de travail, à un programme d'études ou à un programme de santé mentale. Nous sommes obligés de dire à la victime à quelle date la personne sera escortée hors de l'établissement. La victime ou les membres de la famille de la victime pourront trouver rassurant d'être tenus au courant et de savoir que, s'ils n'ont aucune nouvelle, c'est parce que la personne est toujours incarcérée.

Les victimes inscrites peuvent avoir accès aux renseignements reliés à la peine, comme la date d'admissibilité à la libération conditionnelle, la date de fin de la peine – tout ce qui, dans la libération de la personne, est susceptible d'affecter sa victime. Si elles le désirent, les victimes peuvent faire connaître à la Commission nationale des libérations ce qu'elles éprouvent à l'idée que la personne puisse être libérée. Une déclaration de la victime peut être soumise au moment de l'examen de la peine avant que le contrevenant passe devant la Commission.

RCAFD. Certains membres de la famille qui sont des victimes mettent fin à la relation familiale. D'autres sont des victimes qui choisissent de continuer la relation. Il y a un conflit au sein de la famille parce que l'un de ses membres souhaite soutenir le contrevenant, alors qu'un autre membre

ne veut rien avoir à faire avec lui. Qu'avez-vous découvert jusqu'ici à ce sujet dans le cadre des Services aux victimes ?

CG. On retrouve effectivement les deux cas. Une des choses importantes à savoir pour les membres de la famille, c'est ce qu'il faut faire si un enfant a subi des torts. Un membre de sa famille peut s'inscrire au nom de l'enfant. Les lois indiquent clairement qui est apte à servir de « représentant » de la victime, si cette dernière est handicapée ou mineure, ou préfère ne pas faire affaire directement avec le Service correctionnel.

RCAFD. Une grand-mère, une tante ?

CG. Une grand-mère, une tante ou une belle-mère peut effectivement servir de « représentant » de la victime. Par ailleurs, comme vous l'avez souligné, un certain nombre de familles se fragmente. Par exemple, si un enfant a été une victime et que la mère a divorcé d'avec le contrevenant, la mère peut s'inscrire comme victime et peut également s'inscrire comme représentante de l'enfant. Elle satisferait aux exigences de ces deux catégories.

Les Services aux victimes ne sont pas là pour juger de la relation que l'on choisit ou non de conserver avec le contrevenant. Les services sont mis à la disposition de ceux qui sont considérés comme des victimes. Les membres de famille n'ont pas à décider de ce que sera leur relation avec la personne incarcérée.

Le SCC vient en aide aux gens qui souhaitent rester en relation avec le contrevenant, même s'ils en ont été les victimes. Ce qui peut venir en aide aux membres de famille qui s'inscrivent comme victimes, c'est d'avoir l'assurance que les renseignements qui leur sont fournis sont exacts. Les renseignements qu'ils reçoivent de la part de la personne incarcérée risquent de ne pas toujours être complets ou exacts.

RCAFD. Il arrive que le contrevenant ne dise pas toute la vérité ?

CG. Ou qu'il se trompe, qu'il y ait des renseignements lui échappent. Il se peut qu'il ait une raison de vouloir donner une impression différente aux membres de sa famille. L'obtention de renseignements fiables peut aider les membres de la famille à conserver la relation en fondant leurs décisions sur les faits, ce qui, à mon avis, serait très utile.

RCAFD. Fait-on savoir au contrevenant qu'un membre de sa famille s'est inscrit comme victime ? Assure-t-on la sécurité de la victime en ne dévoilant pas son identité ?

CG. Les renseignements au sujet des victimes sont toute autre chose et restent confidentiels. Nous avons des procédures très claires à suivre pour veiller à ce que le contrevenant ne sache jamais qu'une victime s'est inscrite ; cela vaut évidemment aussi pour l'inscription d'un membre de la famille en tant que victime. Il est très clair que ce renseignement n'est pas communiqué au contrevenant. Les personnes surtout responsables de gérer la peine du contrevenant n'ont pas accès aux renseignements qui concernent la victime.

RCAFD. S'il y a une chose que vous aimeriez faire savoir aux membres de la famille qui sont des victimes, laquelle serait-ce ?

CG. Téléphonnez-nous. Vérifiez les services qui vous sont offerts. J'aimerais qu'ils sachent que le Service correctionnel, bien qu'il ait pour mandat de gérer les peines des contrevenants, a aussi pour mandat, qui est tout aussi important, d'aider les gens qui ont été des victimes à se remettre après coup, de leur apporter des options et la liberté, de leur faciliter l'accès au Service correctionnel du Canada et à la Commission des libérations conditionnelles, afin de les aider à prendre leur vie en main peu importe la voie qu'ils choisiront de suivre.

RCAFD. Pour que ce qui leur est arrivé ne continue pas de dominer leur vie ?

CG. Il se peut qu'ils aient vécu des moments terribles dans la vie, mais il existe des ressources pouvant les aider à surmonter l'épreuve et à tourner la page.